

Le rapport glaçant du Giec

Par Aude Massiot — 7 oct 2018

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rend public ce lundi sa première étude sur les effets d'un réchauffement de 1,5 °C des températures mondiales. Cette limite que 197 Etats s'étaient engagés à respecter fin 2015, lors de la COP 21, aura tout de même de graves conséquences sur la planète.

Le rapport glaçant du Giec

À l'issue d'une semaine de négociations ardues à Incheon, en Corée du Sud, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) publie ce lundi un rapport très attendu sur le réchauffement mondial de 1,5°C (par rapport à l'époque préindustrielle). Commandé au Giec lors de la conférence des Nations unies de décembre 2015 en France (COP 21), c'est le premier rapport spécial jamais produit. Il donne à voir l'état de notre planète si l'accord de Paris rédigé lors de cette conférence était respecté. Ce traité international, signé par 197 Etats et ratifié par 188, vise à faire le maximum pour limiter le réchauffement du climat provoqué par les activités humaines à 2 °C, voire 1,5 °C. La rédaction des 250 pages a nécessité la participation de 86 auteurs principaux de 39 pays (seulement 39 % de femmes) et de dizaines d'experts pour la relecture. Sa structure et son contenu sont validés par l'ensemble des gouvernements membres. Ce n'est donc pas uniquement un travail scientifique, mais aussi le résultat des orientations nationales de la plupart des Etats. Les conclusions du texte sont publiées ce lundi pour aider les Etats à augmenter leurs ambitions climatiques en vue de la COP 24, organisée en décembre en Pologne.

Que nous enseigne ce nouveau rapport ?

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) des activités humaines sont la principale cause du réchauffement climatique. Il n'y a plus de doute là-dessus. Ce dernier se produit à un taux de 0,17 °C par décennie depuis 1950. Ainsi, au rythme actuel, le monde connaîtrait une hausse de 1,5 °C de la moyenne des températures entre 2030 et 2052. En 2017-2018, nous avons déjà atteint 1 °C d'augmentation du mercure depuis l'époque préindustrielle. L'objectif de l'accord de Paris est donc de ne «gagner» que 0,5 °C maximum d'ici à 2100. Pourra-t-on y arriver ? «*Notre mandat est d'être descriptif et non prescriptif*», rappelle Jean-Charles Hourcade, économiste au Centre international de

recherche sur l'environnement et le développement (Cired), et l'un des principaux auteurs du rapport. *«Le rôle du Giec n'est pas de déterminer si 1,5 °C est faisable, ajoute Henri Waisman, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), corédacteur du rapport. Rien dans la littérature scientifique ne dit que c'est infaisable, alors nous présentons les conditions nécessaires pour y arriver. C'est ensuite aux décideurs de prendre leurs responsabilités.»* Or la trajectoire est mal engagée pour limiter la hausse à 1,5 °C. Même si les Etats respectent leurs engagements pris à la COP 21, ce qui n'est pour l'instant pas le cas pour la majorité des pays, la planète se réchaufferait de 3 °C d'ici à la fin du siècle. Ce qui entraînerait des catastrophes irréversibles autant pour les humains que pour beaucoup d'autres espèces vivantes. Pour ne pas discréditer l'accord de Paris, le groupe intergouvernemental a envisagé des scénarios où l'on dépasserait les 1,5 °C, avant d'y revenir avant la fin du siècle. Cela nécessiterait le développement et l'utilisation à grande échelle de techniques de capture du CO2 pour produire ce qui est appelé *«émissions négatives»*. Seulement, pour l'instant, les technologies sont embryonnaires. Reste les forêts et les sols, et leur capacité à capter et garder le carbone (*lire page 8*). *«S'appuyer sur l'usage massif de la biomasse pour stocker le CO2 pourrait induire des tensions avec des objectifs de développement durable, notamment concernant la production agricole, dont les surfaces utilisables se verraient limitées, détaille Henri Waisman. Cela exacerberait la compétition pour les sols.»*

Quelles sont les projections climatiques mises en avant ?

Un des principaux intérêts de ce rapport est qu'il compile les connaissances scientifiques sur les répercussions d'un réchauffement de 1,5 °C par rapport à 2 °C. Cela n'a jamais été fait auparavant. Même si on respecte l'accord de Paris, les territoires les plus vulnérables pourraient ne pas avoir le temps de s'adapter. C'est le cas des petites îles situées au niveau de la mer. Ce dernier devrait continuer à monter pendant plusieurs siècles. Et sous la surface, les océans subissent déjà des changements sans précédent. Des basculements pour certains écosystèmes devraient être observés dès + 1,5 °C. Les espèces dépourvues de capacité à se déplacer assez vite souffriront d'une importante mortalité. De même, il faudrait des millénaires pour lutter contre les changements dans la chimie océanique produits par l'acidification.

Dans un monde à + 1,5 °C, le changement climatique affectera tous les territoires, peu importe leur niveau de développement, mais spécialement les plus pauvres. Par ailleurs, déjà plus d'un quart de la population mondiale vit dans des régions où le thermomètre dépasse de 1,5 °C la température moyenne au moins une saison par an. L'hémisphère Nord souffrira le plus de la multiplication et l'intensification des vagues de chaleur. *«Nous sommes face à un risque de voir le sud de l'Europe basculer dans une désertification d'ici à la fin du siècle, souligne Pierre Cannet, de l'ONG WWF. Le précédent rapport du Giec, publié en 2014, était déjà clair sur le fait qu'atteindre + 2 °C est un point de non-retour.»* Les risques d'inondation et de sécheresse seraient aussi renforcés, touchant principalement l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie. Les cyclones tropicaux deviendraient plus violents.

Le retard dans la transformation sociétale entraîne déjà des effets irréversibles pour certaines parties de la Terre. Et la situation sera bien pire si on atteint + 2 °C de hausse des températures. *«Chaque dixième de degré de réchauffement supplémentaire porte en lui un risque mortel»*, interpelle Emilie Both, porte-parole d'Oxfam France.

Quelles solutions sont favorisées ?

Bien que ce ne soit pas son rôle initial, le Giec présente certaines solutions pour respecter le + 1,5 °C. Ce chapitre est l'objet des principales crispations des Etats. Comme le montre un document récupéré par le site Climate Home News, les Etats-Unis veulent mettre l'accent sur les techniques de capture de CO₂, sur lesquelles ils sont à la pointe. Ils misent sur leur développement pour faire moins d'efforts de réduction des émissions de GES.

En outre, dans son rapport, le Giec souligne à plusieurs reprises la nécessité de réduire drastiquement la demande en énergie des bâtiments, de l'industrie et des transports.

Les émissions de GES mondiales doivent quant à elles baisser de 45 % d'ici à 2030 (par rapport à 2010) et la part des énergies renouvelables pour l'électricité passer à 70 %-85 % en 2050. Le rapport met aussi en lumière que la réduction de la pollution de l'air permet de limiter le réchauffement et d'améliorer la santé humaine, tout comme la qualité de l'environnement.

Crucial, un paragraphe est consacré à l'indispensable implication du secteur financier dans la lutte contre le dérèglement climatique. *«Ce rapport montre qu'un changement sociétal profond est nécessaire, insiste Pierre Cannet, de WWF. Pourtant, la transition écologique en France et en Europe reste à ses balbutiements. L'humanité est confrontée à une nouvelle guerre, cette fois contre elle-même. D'ici à 2040, nous aurons perdu la bataille si des mesures ne sont pas prises et intensifiées.»*

Aude Massiot